

NOUS AVONS BEAUCOUP DE RAISONS D'ÊTRE EN GRÈVE AUJOURD'HUI, DANS LE PUBLIC COMME DANS LE PRIVÉ

Face au spectre de l'inflation et de l'augmentation croissante des prix hante l'Europe, le gouvernement Macron-Borne, les députés macronistes comme ceux de droite et d'extrême droite ont refusé de voter l'augmentation du SMIC à l'Assemblée Nationale en juillet. Ils ont préféré laisser aux patrons la liberté d'augmenter, et surtout de ne pas augmenter, les salaires. Dans la fonction publique, après douze ans de blocage du point d'indice, Macron a promis + 3,5% d'augmentation des traitements quand l'inflation depuis janvier est déjà à 6% et qu'elle sera peut-être à 10% en décembre. Toutes les organisations syndicales ont jugé négativement ces décisions du Parlement.

En plus d'une décennie, la perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires se compte en plusieurs centaines d'euros.

Que l'on soit salarié du privé ou du public, vivre dignement est de plus en plus difficile. Et toujours plus difficile avec la précarité qui ne s'arrête pas d'augmenter. Il n'y a eu aucune revalorisation réelle des salaires, du SMIC, des minima sociaux, des pensions de retraite et bourses étudiantes !

Rien que pour cela, il est important et nécessaires que nos syndicats, avec des organisations de jeunesse, appellent à la grève nationale interprofessionnelle et à des manifestations dans tout le pays.

La France sort à peine d'une période de pandémie particulièrement difficile pour les populations les plus pauvres. Dans le même temps 50 milliards de dividendes ont été versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40. Les bénéfices des banques françaises en 2021 : 31 milliards d'euros, bénéfices de Total énergie : 15 milliards, bénéfices de LVMH : 12 milliards.

Et pendant ce temps là les chômeuses et chômeurs encore une fois montrés du doigt comme responsables de la crise

Pour faire l'aumône aux salariées, le gouvernement et le MEDEF envisagent de faire une fois de plus les poches de celles et ceux qui sont privés d'emplois. Tous les spécialistes d'économie -même libéraux- s'accordent pour dire que la période ouverte par la pandémie voit chaque jour la situation des plus fragiles se dégrader sur le plan matériel et économique. N'écouter aucune critique, le gouvernement a imposé sa réforme de l'assurance chômage entrée en vigueur au 1er décembre 2021. Conséquences désastreuses : baisse ou suppression des allocations chômage pour 1 115 000 chômeuses et chômeurs quand déjà un privé d'emploi sur deux n'est pas indemnisés. Aujourd'hui Macron et les siens veulent une autre réforme, arguant que le montant des indemnités n'est pas « incitatif » à la recherche d'emplois.

Après l'hôpital public ce sont tous les services publics qui risquent d'être pulvérisés

A l'hôpital il manque des personnels pour soigner les malades. Dans les transports publics il manque des personnels pour faire rouler des cars ou des trains. Le tissu scolaire en milieu rural est fragilisé année après année. En ville ce sont les effectifs dans les classes qui augmentent.

Rappelons-le : les services publics c'est ce qui assure de l'égalité. C'est plus à cela que s'en prennent les libéraux.

Les inégalités salariales ce sont aussi les inégalités entre les femmes et les hommes. Déjà pour un même poste, les rémunérations ne sont pas les mêmes. A l'échelle d'une carrière, les femmes subissent encore les conséquences de la maternité et de l'éducation des enfants. Des compensations doivent encore être mises en œuvre. Et en plus de cela, les professions les plus féminisées (santé, l'aide à la personne, l'éducation) sont les moins bien payées. Les aides soignantes, les AESH, les caissières, les ATSEM, les femmes de ménage... n'ont pas besoin d'être plaintes ou applaudies. Que l'on augmente les salaires en fonction de l'utilité sociale et de la pénibilité et les femmes gagneront plus que les hommes.

Revenir des augmentations de salaires, c'est donc revendiquer plus d'égalité.

L'argent existe bel et bien pour cela. Il n'a rien de magique : ces richesses c'est nous qui les produisons.

Nous n'acceptons pas que les plus riches se l'accaparent sur fond de guerre et de pandémie.

Nous n'accepterons pas une réforme injuste des retraites qui nous ferait travailler plus longtemps. Sur la journée, la semaine, ou la vie, nous ne voulons pas travailler plus.

Vivre dignement, et bien vivre n'est pas une option. C'est un choix de société qui découle d'une transformation sociale radicale.

C'est le sens de notre campagne « Partageons le travail » avec des revendications sur les salaires, les pensions de retraites, les minima sociaux, la protection sociale, les services publics.

Et s'il y a bien une société à changer, ça commence par des mesures aussi concrètes qu'urgentes.



Pour un autre partage des richesses, il faut augmenter le SMIC, les salaires, les pensions, les minima sociaux



400 € pour toutes et tous



Indexation des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux sur les prix



L'abrogation de la réforme de l'assurance chômage



un véritable plan de développement des services public et la titularisation des personnels précaires

Tout cela ne se gagnera pas sans lutte. Avec les annonces du gouvernement et la loi de finance actuellement en discussion, soyons prêts à nous mobiliser à nouveau et rapidement.